

# 1er-Mai, alerte à l'imposture !

LE MONDE | 28.04.2012 à 12h38 • Mis à jour le 28.04.2012 à 16h56

Par Annie Ernaux

Stupeur, colère - il ose faire ça ! -, ma première réaction à la proclamation de Nicolas Sarkozy de fêter " *le vrai travail*" le 1<sup>er</sup> mai sur la place de la Concorde. Puis la sensation d'une blessure. Celle infligée à la mémoire des luttes de plus d'un siècle, partout dans le monde, pour l'obtention de droits sociaux, d'un temps de travail défini et limité, huit heures par jour, quarante-huit heures par semaine, contre un patronat sûr de la légitimité de sa domination, qui ne voulait aucune règle. Des luttes qui, répétées, tenaces, aboutiront en France au Front populaire, changeant la vie de la majorité des gens. Mais aussi des luttes dans lesquelles des ouvriers ont été blessés, sont morts : le 1<sup>er</sup> mai 1891, à Fourmies, dans le Nord, un homme, quatre garçons et quatre filles entre 14 et 20 ans ; le 1<sup>er</sup> mai 1906 - l'année de naissance de ma mère qui travaillera dans une usine dès l'âge de 12 ans -, deux morts à Paris.

Même si sa signification s'est affadie, même s'il est surtout accueilli comme la chance d'un jour férié, si les défilés et rassemblements sont plus ou moins nombreux, le 1<sup>er</sup>-Mai est un "*lieu de mémoire*", tel que l'a défini l'historien Pierre Nora, c'est-à-dire de fête, d'emblème, de monument, etc., où s'incarne la mémoire nationale. Autant qu'un symbole de la lutte internationale des travailleurs, il est un lieu de la mémoire sociale des Français et il n'est, je crois, personne qui ne le ressente comme associé à l'idéal républicain de liberté, d'égalité, de fraternité. A preuve, le 1<sup>er</sup> mai 2002, qui a vu un million et demi de citoyens descendre dans les rues pour manifester leur attachement à ces valeurs.

Le propre de ce gouvernement a été d'oser tout. De nous surprendre en osant tout. D'avoir toujours un temps d'avance sur ce qu'on pouvait imaginer. En ces derniers jours de son mandat présidentiel, Nicolas Sarkozy aux abois s'empare sans vergogne de la fête du 1<sup>er</sup>-Mai, la confisque à son profit pour faire coup double : occuper le terrain dans tous les sens du terme à la place des syndicats et de la gauche, passer sur ces corps intermédiaires dont il souhaite la suppression, qu'il méprise ouvertement - "*quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit*", s'est-il vanté naguère - faire l'événement du jour et se rallier les électeurs de Marine Le Pen, voire d'autres, que ce slogan du "*vrai travail*" séduirait, comme il y a cinq ans celui de "*remettre la France au travail*".

En 1941, Pétain avait fait main basse sur le 1<sup>er</sup>-Mai pour le vider de son sens de lutte internationale, remplaçant la Fête des travailleurs par la "Fête du travail et de la Concorde sociale". Les contextes historiques diffèrent mais on peut assimiler la captation du 1<sup>er</sup>-Mai par Nicolas Sarkozy à celle de Pétain. Pour les tristes raisons que l'on sait, le chef de Vichy faisait appel à "l'union nationale", Nicolas Sarkozy, lui, est clairement dans une stratégie de division nationale, la même qu'il applique avec constance depuis qu'il a été élu. C'est uniquement là qu'il n'a pas varié et que, malheureusement, il a obtenu ses meilleurs résultats, peut-être, hélas aussi, les plus durables.

Gouverner, c'est diviser, tel est le système Sarkozy. Mais diviser en stigmatisant, en dressant une partie de la population contre l'autre. Depuis 2007, il n'a eu de cesse de créer, d'inventer, par son discours, deux catégories de citoyens, dont l'une est désignée comme responsable des problèmes de l'autre, qu'elle menace sourdement. Ces catégories sont mouvantes, mais toujours tranchées, Français/immigrés, travailleurs/assistés, gens honnêtes/délinquants, victimes...

Le discours sarkozien les a si bien installées dans nos habitudes de pensée, ces catégories, qu'il n'est plus besoin qu'elles soient expressément désignées, l'allusion suffit, instantanément décodée par tout le monde, avec les connotations négatives qui leur sont associées. Ce qui est bien sûr le cas ici avec l'expression "*vrai travail*", qui sous-entend non l'existence absurde d'un faux travail ni même de faux travailleurs (sauf peut-être sans-papiers, clandestins) mais celle de "faux chômeurs", qui ne cherchent aucun travail, des "*assistés*", terme en vogue depuis cinq ans, donc une catégorie de profiteurs paresseux, naguère soupçonnés de faire la grasse matinée, quand d'autres "*se lèvent tôt*".

Dans ce système binaire qui violente la réalité complexe du pays, sa diversité sociale et culturelle, qui attise les haines, il y a, d'un côté, une France méritante, courageuse, respectueuse des lois, la "vraie" France, légitime sur son sol ancestral, et de l'autre, une population indigne qui n'a pas vocation à incarner cette vraie France, constituée qu'elle est de "communautés" - terme d'exclusion dans le répertoire du chef de l'Etat, repris par les médias sans discussion - d'origine étrangère, d'individus parasites. Un ensemble flou, menaçant, auquel, selon les moments et les circonstances, sont adjoints les grévistes, les profs, voire les juges, censés relâcher tous les délinquants, et "*les élites*". La vraie France a droit à des flots de compassion, parce qu'elle "*souffre*", leitmotiv de la campagne de Sarkozy, l'autre, souvent la plus pauvre et la plus fragile, est vilipendée, livrée en pâture à la première comme source de ses malheurs.

On se souvient peut-être d'une séquence télévisuelle de 1987 qui montrait le candidat Sarkozy en campagne, évoluant dans un wagon du RER au milieu des voyageurs tranquilles. Il se penche vers une dame assise, l'interpelle avec une incroyable, étrange excitation : "*Vous avez peur, hein, madame, vous avez peur ?*" La voyageuse le regarde avec étonnement, presque de l'ahurissement, sans répondre. Véritable scène révélatrice et annonciatrice de la gouvernance qu'il a mise en oeuvre depuis cinq ans : susciter la peur, des fantasmes de peur, pour apparaître comme le protecteur.

C'est là toute l'imposture de ce qu'on ne saurait pas même appeler une idéologie, mais un plan cynique pour occulter une politique qui favorise les banques, les patrons du CAC 40, les actionnaires, les bailleurs de multiples appartements, les hauts revenus et les exilés fiscaux. L'imposture, elle est là encore, évidente, révoltante, dans cette communion prévue le 1<sup>er</sup> mai autour d'une valeur travail déconnectée de l'emploi et du salaire, de la hausse des loyers, des étiquettes de prix au supermarché et du coût des soins dentaires.

Quel travail, où le travail, quand des usines licencient, ferment du jour au lendemain, que les files d'attente s'allongent à Pôle emploi ? Pour qui le travail, à la couleur de la peau, à l'âge ou au diplôme ? Comment le travail, dans une atmosphère de harcèlement, dans les déplacements

quotidiens au bout du RER ou les trajets de 50 km à l'aube ? Combien le travail, 1 000, 1 500 euros dont il faut déduire le loyer de 500 euros ? Rien de tout cela n'importe à un candidat qui, depuis cinq ans, n'a cherché qu'à déréglementer le travail, à l'imposer le dimanche, à détruire le service public d'éducation et de santé, à "rassurer les investisseurs".

Le 1<sup>er</sup>-Mai de Sarkozy et de l'UMP, c'est en réalité la fête du libéralisme dur, "décomplexé", dont l'ambition est de néantiser la représentation syndicale et d'étouffer les luttes sociales. Place de la Concorde, derrière les majestueuses fenêtres de l'Hôtel Plaza et des appartements de 300 m<sup>2</sup>, les gens pourront regarder le spectacle avec amusement.

C'est tout à l'honneur de François Hollande de rompre avec cette vision d'une France en guerre contre l'autre, par exemple en refusant, ces jours-ci, de revenir sur son projet de vote des étrangers aux élections locales, vote qui rapprocherait les habitants, oeuvrerait à ce vivre-ensemble qui se réalise peu à peu et sans drame dans des villes de la grande banlieue, comme celle où je réside. Ou en s'opposant au principe d'une "*présomption de légitime défense*" pour les policiers, issue du programme de l'extrême droite, porte ouverte à tous les droits en matière de répression, pierre angulaire d'un système policier.

Il faut casser cet imaginaire de suspicion et de haine qui empoisonne le pays, mais cela ne se fera qu'en engageant la lutte pour un partage des richesses, l'égalité dans l'éducation, l'accès aux soins, à la culture, des conditions de vie meilleures pour tous. Pour une République sociale.

Née en 1940, Annie Ernaux est agrégée de lettres modernes et a enseigné au lycée avant de devenir écrivaine dans les années 1970. Auteure de nombreux romans en partie autobiographiques, elle a obtenu plusieurs prix, dont le prix Renaudot en 1984. Elle revendique dans son oeuvre littéraire une démarche empruntée aux sciences humaines, inspirée par la sociologie de Pierre Bourdieu. Son dernier ouvrage est "L'Atelier noir" (Editions des Busclats, 2011)

Annie Ernaux